TAGS RACISTES À BOBIGNY : LES POLITIQUES QUI PROPAGENT LES IDÉES D'EXTRÊME-DROITE SONT RESPONSABLES !

Dans la nuit du 19 au 20 juillet, la maison du Parc de la Bergère à Bobigny, nouvellement nommée en hommage à la militante Danièle Djamila Amrane-Minne, a été dégradée par des tags injurieux à caractère raciste tels que « Dehors les Algériens », « terroristes », « honte », « assassins ». Ces messages étaient assortis de croix celtiques symboles souvent utilisés par l'extrême-droite.
La cible n'avait pas été choisie au hasard : à travers la dégradation d'un bâtiment public au cœur du 93, portant le nom d'une figure anticolonialiste, militante du FLN, féministe, il s'agissait encore une fois pour cette frange raciste et radicalisée d'exprimer dans la violence son attachement colonialiste à l'Algérie française, sa xénophobie, sa haine de l'altérité et son refus de toute lutte d'émancipation.
Cet événement, dont il faut souligner la gravité, n'est cependant pas une surprise, tant il s'inscrit dans un contexte où une parole raciste et islamophobe décomplexée permet la multiplication des postures et des actes mortifères. Depuis plusieurs mois, dans une partie de l'échiquier politique et jusqu'au plus haut sommet de l'État, les discours se succèdent pour désigner l'autre comme un ennemi. M. Bruno Retailleau, ministre de l'Intérieur, a ainsi contribué à la montée de la tension entre l'Algérie et la France, exigeant un « rapport de force», dénonçant les accords bilatéraux de 1968 entre les deux pays, voulant mettre un terme à une immigration algérienne qu'il juge de « peuplement et de famille ». Récemment, M. Bellamy, tête de liste du parti Les Républicains aux Européennes de 2019, euro député, déclarait : « Quand l'Algérie fête son indépendance, elle ne fait qu'insulter la France ». Ces provocations constantes favorisent l'assimilation de la lutte pour l'indépendance de l'Algérie à une lutte illégitime voire terroriste, et revigorant ainsi tous les nostalgiques de l'OAS. Les ressortissant·es algérien·nes ou assimilé·es deviennent des cibles à «mettre dehors».

Ces actes de violence s'inscrivent dans un continuum raciste, islamophobe et réactionnaire contre les personnes et des pratiques qui dérogeraient à un ordre national fantasmé. Le 6 juin dernier, le directeur d'une école primaire de la Courneuve avait ainsi placardé sur un panneau devant l'établissement et donc sur la voie publique, la liste des prénoms et noms d'enseignant·s supposé·es musulman·es, les désignant comme « absents » à cause d'une « fête religieuse », l'Aïd el Kébir en l'occurrence. Il avait ajouté sur le panneau «débarquement de Normandie en 1944», ce parallèle douteux confirmant que cette affiche avait pour but de lier ces nombreuses absences au concept de «grand remplacement» cher à l'extrême-droite ces dernières années.

Nous, organisations syndicales réuni·es dans le collectif Visa 93, ne laisserons pas notre département -qui porte haut et fort les visages de la diversité française, devenir une cible récurrente des idées nauséabondes de l'extrême droite et de ses affidé·es. Nous ne laisserons pas sa population, ses travailleuses et travailleurs visé·es par les stigmates, menaces, intimidations, violences, désordres dont cette frange politique est coutumière. Plus que jamais, nous appelons à la vigilance et la mobilisation de toutes et tous contre la diffusion de ces idées. Nous invitons l'ensemble de la population de Seine-Saint-Denis à rejeter massivement toutes les politiques, discours, actions qui visent à nourrir la haine de l'autre.

CONTRE LE RACISME, MOBILISONS-NOUS ! ORGANISONS-NOUS !